

Franck Cormerais et Philippe Béraud¹

PEKEA: Une économie politique de la valeur sociétale ?

Un savoir alternatif au service
d'une machine de résistance dans la
mondialisation libérale.

Au printemps 2000, les étudiants en économie protestaient contre « l'autisme » de l'enseignement de la science économique (techniques trop formalistes, courant néoclassique dominant, sans lien avec les autres sciences humaines, sans approche intégrée des problèmes sociaux et politiques). Pekea prolonge ce mouvement et veut devenir un pôle de contre-expertise auprès des organisations internationales, selon une conception solidaire et éthique du métier d'économiste.

Si l'après Porto Alegre inscrit la perspective d'un « autre monde possible », PEKEA trouve dans cet événement son point de départ. PEKEA a émergé officiellement en septembre 2002, lors d'un colloque de lancement organisé dans les locaux de la

1 Franck Cormerais, philosophe de formation, est maître de Conférences en sciences de l'information à l'Université de Nantes. Philippe Béraud est économiste et directeur de la collection Économies en développement, Maisonneuve et Larose, Paris. Tout commentaire sur cet article est bienvenu et peut être communiqué aux auteurs : f.cormerais@wanadoo.fr et Philippe-Beraud@wanadoo.fr

■ Ne cherchons pas à présenter en détail un collectif dont nous sommes membres depuis sa fondation. Il existe un site Internet (PEKEA.org) et nous vous invitons à le consulter pour information. Saisissons plutôt l'opportunité de problématiser quelques enjeux de PEKEA, enjeux liés à l'émergence d'une organisation cherchant à constituer un nouveau cadre d'analyse du monde. Précisons quand même que ce projet ambitieux est soutenu par un réseau de plus de 500 enseignants et chercheurs venant de 45 pays différents.

CEPAL, à Santiago du Chili². Dans ce pays sud américain, il s'agissait, aussi, de rendre un hommage à la mémoire d'Allende. Les acteurs de PEKEA comprennent l'idée d'un « autre monde possible » comme la construction d'un univers de référence qui soit capable d'orienter les décisions prises dans l'actuelle crise du sens et du progrès que traverse le monde occidental et ses valeurs. Bâtir d'autres lieux, d'autres espacements, bref réaliser une « hétérotopie » comme disait Foucault, c'est éviter de faire reposer les espoirs d'un changement sur une utopie messianique et donner une destination à ce qu'il faut appeler un regroupement pour une autre mondialisation. Non pas tant une *anti* qu'une *alter* mondialisation. En effet, en créant d'autres lieux, PEKEA tente donc d'articuler pratique théorique et réflexion collective. Comment fonctionne une machine de résistance au néo-libéralisme, quelles sont ses conditions de félicité dans l'action ? Voici des questions qui rencontrent l'engagement de nombreux « pékéistes ».

Dans un premier temps, nous reviendrons sur la dénomination PEKEA pour mieux saisir ses déterminants programmatiques – nous parlerons d'une raison d'être en relation avec l'éthique ; ensuite nous placerons PEKEA dans le champ d'une critique de l'économicisation – nous expliquerons les raisons d'agir ; enfin, nous terminerons par les formes d'organisation que PEKEA peut mettre en œuvre afin d'améliorer son efficacité.

PEKEA et l'éthique

Abordons l'énoncé PEKEA : « *Political and Ethical Knowledge on Economic Activities* ». Traduisons et nous avons : « Un savoir politique et éthique sur les activités économiques ». Déplions ce qui ne demeure qu'une formule elliptique pour entrer plus en avant dans la compréhension de ce projet.

PEKEA combine savoir, politique, éthique et économie sous la forme d'un savoir sur l'activité économique qui rend indispensable le politique et l'éthique. C'est bien l'absence de cette double relation entre l'économique et le politique et entre l'économique et l'éthique qui rend PEKEA nécessaire dans sa critique de « l'écocratie ».

Un premier constat s'impose : la science économique s'est séparée des sciences humaines et sociales pour élaborer des modèles économétriques,

loin des hommes et de leurs activités. Ce sont les sciences de la nature et les mathématiques qui ont servi de références au *corpus* spécialisé des prix Nobel. Une méthodologie « ascendante » a clos le champ d'une discipline entre essentialisme, à la recherche de principes explicatifs premiers (les fondements) et positivisme, à la poursuite de lois empiriques validées. Les controverses nées de cette opposition n'ont fait que retarder la question de la finalité de l'activité économique. L'économie, pour quelles fins ? Voilà la question centrale que porte PEKEA.

En faisant de l'économie la « science des richesses » et même la « reine des sciences sociales » (Samuelson, 1977), le courant orthodoxe (*mainstream*) ne confirme-t-il pas l'autisme de la discipline ? C'est précisément cette hiérarchisation que conteste PEKEA pour annoncer que « le temps est venu de rassembler et d'élaborer les briques de base pour un développement soutenable centré sur l'humain » (PEKEA.org, rubrique : objectifs). Ce programme exprime un chantier, une reconstruction sur laquelle il faut s'interroger et dont nous ne sommes aujourd'hui qu'aux prémices. Le retour du politique et de l'éthique dans une planète qui ferait place aux rapports de solidarité est bien à réinventer. Comment ?

- d'une part, en mobilisant des compétences et des savoirs théoriques transdisciplinaires sur l'organisation des activités économiques;
- d'autre part, en servant la construction collective et démocratique d'un savoir politique et éthique.

Les conditions de la réussite de PEKEA ne dépendent pas seulement d'une description des dysfonctionnements du capitalisme mais aussi de la possibilité même de transformer un discours analytique en effets normatifs capables de peser sur le cours des choses.

Formulons une question qui permet d'avancer vers la réalisation du programme PEKEA, afin de renforcer l'élargissement de l'économie politique : l'économie est-elle une science morale ? Reformulons notre question autrement pour en comprendre l'importance : la sortie de l'économisme doit-elle, et surtout peut-elle, reposer sur l'éthique ? Finalement, quelle place accorder à l'éthique dans la reconstruction d'un savoir économique ?

Il s'agit bien de préciser par là l'examen des contours d'une position qui entend repenser en raison la relation entre philosophie et économie pour déconstruire l'*homo-economicus*. Faire émerger le domaine d'une éthique économique et sociale, dans la mouvance des pensées de John Rawls et d'Amartya Sen, n'a rien d'évident. Revenir au juste et à l'injuste demeure une posture de départ prometteuse pour peu qu'elle échappe à l'écueil du « moralisme ». Établir une éthique sans morale,

c'est refuser de faire reposer l'activité économique sur une vision naïve de la «bonne économie» comme la bonne vie pouvait être recommandée autrefois par des préceptes religieux.

En essayant d'encadrer l'éthique dans une éthique sociale et une éthique individuelle, la tentative d'une éthique économique apparaît comme un champ qui énonce de nouvelles interrogations sur les valeurs des institutions économiques, des éthiques professionnelles et des comportements économiques (Van Parijs et Arnsparger, 2000). Il y a là sûrement des articulations à trouver pour dépasser les antinomies de la planification autoritaire et du régime du laisser-faire, du libéralisme et de l'utilitarisme, du marxisme et du libertarisme.

La question de l'éthique en économie n'est pas nouvelle. Souvenons-nous de la condamnation de la chrématistique par Aristote, cette activité commerciale qui n'a d'autre fin que l'accumulation de l'argent. Aujourd'hui, la pertinence d'un retour à l'éthique ne doit pas s'accompagner d'un oubli de la question du régime d'accumulation. Robert Boyer, dans son premier bilan de la théorie de la régulation, avait souligné que l'étude des possibilités de l'accumulation revenait à croiser plusieurs phénomènes: un type d'évolution de la production, un horizon temporel de valorisation du capital pouvant dégager des principes de gestion, un partage de la valeur, une composition de la demande sociale (Boyer, 1986). Ne pas entrelacer ces différentes modalités de l'activité économique pour expliquer les variations historiques des crises et des régimes de croissance présenterait un inconvénient majeur, il deviendrait même «régressif» d'en appeler à l'éthique car nous risquons de nous retrouver alors devant le paradoxe suivant: celui d'une pensée critique de l'économicisation généralisée qui défendrait une économie sans fonctionnement du capital; c'est-à-dire sans point de vue sur les nouvelles formes de l'accumulation que prend aujourd'hui le capitalisme financier ou patrimonial (Orléans, 1999).

Une façon d'échapper à cette aporie consiste à introduire de nouveaux concepts tels que celui de «valeur sociale mondiale» (Fourquet, 1989) ou encore celui de «valeur sociétale». Nous aborderons ce dernier dans la section suivante. Disons que confronter les valeurs économiques à la construction de valeurs éthiques semble plus souhaitable que de recourir à un humanisme sans effet, servant même parfois de paravent à une mondialisation dans laquelle la normalisation des conditions de l'échange se fait dans le contexte théorique d'une référence omniprésente au libéralisme (Lordon, 2003). Ceci alors qu'au même moment apparaissent des interrogations relatives à la déterritorialisation (Veltz, 2001), à un néo-capitalisme (Plihon, 2001) et à un environnement de plus en plus fragilisé.

PEKEA et l'économie

La démarche à la fois critique et propositionnelle de PEKEA met en relief les impasses auxquelles conduisent certaines des propositions fondatrices de la théorie économique. L'intention affichée dans le programme de recherche pékéiste consiste cependant moins à se livrer à une discussion de nature épistémologique à propos des énoncés de l'économie axiomatique qu'à proposer de nouvelles manières d'interpréter les conditions plurielles dans lesquelles s'exercent les activités économiques. Comme le souligne fortement l'argument de soutien : « Il n'y a plus à perdre du temps pour critiquer l'inanité de la science économique sur telle ou telle question concrète ni pour discuter ou raccommo-der telle ou telle hypothèse ou élément de méthode » (Humbert et alii, 2003, p. 950). Les objectifs de PEKEA sortent donc volontairement du régime d'énonciation et des tentatives de légitimation propres à la discipline.

L'originalité et l'intérêt du programme de recherche de PEKEA consistent en quelque sorte à inverser le sens de la preuve en économie, en ne s'intéressant aux postulats de la théorie dominante que dans la mesure où ce questionnement critique découle d'une première redéfinition radicale des concepts dans le champ des activités humaines.

Ainsi en est-il du principe de rationalité, pierre angulaire de la science économique. Du point de vue de l'individualisme méthodologique, en effet, l'*homo economicus* se caractérise à la fois par un objectif spécifique de maximisation de l'utilité ou du profit et par un comportement substantiellement rationnel (Simon, 1976). L'économie apparaît ainsi comme une activité rationnelle par nature et par usage, une « activité téléologique dans sa rigueur ». En tant qu'activité organisée par rapport à une fin, l'activité économique « ordonne et organise, dans des circonstances données, des moyens rationnellement calculés, de telle sorte que leur effet soit *un certain état du monde choisi délibérément comme fin* » (Polin, 1952, p. 191). Les motivations qui légitiment l'ordre économique s'identifient donc à des incitations mesurables, à des procédés de calcul dont les combinaisons ne font que refléter l'unité d'un système de représentations posé comme norme, et contribuant à ce titre à conférer un caractère rationnel à l'économicisation généralisée des comportements et des valeurs.

À l'opposé de cette vision téléologique, l'argument de PEKEA souligne que les comportements individuels ne sauraient être dictés par les principes de rationalité pure ou de rationalité limitée: « Les comportements sont le plus souvent liés à la façon dont les individus sont insérés dans divers contextes sociétaux et à leur compréhension de ce qui est

approprié dans ces contextes. Parfois c'est de continuer avec un comportement de routine, parfois c'est nouveau : mais ce n'est jamais le simple résultat d'un calcul explicite ou implicite du meilleur intérêt personnel» (Humbert et alii, *ibid.*, p. 953).

Le débat sur « l'idée spécifiquement occidentale de raison », pour reprendre une expression de Max Weber, entraîne le programme de recherche de PEKEA à aller au-delà des interprétations économicistes de la coordination (prix, contrats), même si l'on doit admettre que certaines propositions des approches hétérodoxes ne peuvent être éludées, notamment du côté de l'économie des conventions, de l'anthropologie économique ou de la sociologie économique.

Pour autant, le dépassement des simples enjeux d'économistes enfermés à l'intérieur de la clôture disciplinaire ouvre sur la principale préoccupation de PEKEA : la construction d'un savoir qui repose sur « l'hypothèse que toute activité économique est politique » (Humbert et alii, *ibid.*, p. 950). Il ne s'agit évidemment pas ici d'un retour aux enseignements du courant de l'économie politique classique, incarné par des auteurs comme Smith, Ricardo ou Say. La définition d'une économie politique traduit l'aptitude à interpréter les processus économiques dans leur encastrement sociétal complexe. Elle renvoie également à la capacité de redéfinir les enjeux de ces processus à partir de points de vue qui sortent de la dépendance de sentier imposée par l'utilitarisme, pour privilégier la recherche du sens à travers des finalités morales et éthiques. Enfin, et cette implication découle des propositions précédentes, la définition d'une économie politique s'accompagne d'une volonté de peser sur le déroulement de ces processus au sein des sociétés concrètes.

Ainsi, la démarche d'économie politique proposée par PEKEA s'intéresse non seulement à la manière dont s'opèrent la production et la répartition des richesses, à la manière dont s'organisent les marchés et les entreprises, à la manière dont s'effectue le travail. Mais, plus encore, à la manière dont il faut désormais repenser la production, la répartition, le marché, l'entreprise et le travail, à la lumière d'une mise en valeur *sociétale* qui les fait apparaître non plus comme des catégories économiques mais comme des moments d'une activité humaine répondant aux exigences du bien commun. De ce point de vue, comme le souligne l'argument, « la production ne peut être organisée *ex ante* par l'économie, la politique se chargeant *ex post* de rendre équitable la répartition », de même que « la question de ce qu'il faut produire ne saurait être laissée de côté, devant l'immensité des besoins et des tâches à mener par et pour les sociétés » (Humbert et alii, *ibid.*, p. 950).

L'économie politique de PEKEA s'inscrit ainsi en faux contre la prétention de la science économique d'apparaître comme une mécanique de la société, un procédé de rationalisation où la rationalité abstraite devient en quelque sorte raison concrète, « en se faisant domination, calculable et calculée, domination sur la nature et sur les hommes » (Marcuse, 1980, p. 275). À l'inverse, l'encastrement de l'économie dans les sociétés concrètes implique un dépassement des constructions déterministes et l'élaboration d'un programme de recherche dont la vocation consiste à définir les concepts opératoires d'une économie politique de la *valeur sociétale*. Ces concepts tentent de retrouver des contenus figés sous les normes du marché.

De fait, avec la prétendue domination des «lois du marché», la science économique impose un fondement aux systèmes de motivations ou d'incitations, alors même que ceux-ci déterminent directement ou indirectement les comportements individuels et collectifs, la hiérarchie des valeurs et les types de représentations associés à l'évolution des sociétés modernes. Le processus de rationalisation propre à cette axiomatique du marché permet d'évaluer les relations sociales à partir des deux fonctions qui le caractérisent: la calculabilité et la prévisibilité. Il sert ainsi à légitimer les choix privés et publics, de même que le rôle des institutions et des organisations.

L'approche de PEKEA remet en cause cette détermination par le marché, en soulignant le rôle fondamental joué par les entreprises et les politiques publiques. Ainsi, le marché constitue le produit des rapports d'interdépendance entre les entreprises, ce qui revient à montrer que « les firmes créent leur propre marché » (Humbert et alii, *ibid.*, p. 951). De même, l'intervention publique revêt historiquement une fonction structurante dans la constitution des économies nationales, par l'établissement des règles du jeu et par la mise en œuvre de politiques industrielles, technologiques et commerciales, de telle sorte que les pays industrialisés n'ont jamais suivi les lois du marché pour assurer leur développement.

Si de multiples échanges ont lieu dans les sociétés concrètes, recouvrant différentes sortes de marché, les propositions de PEKEA rejettent la vision d'un primat de la concurrence, facteur de division et d'éviction, pour insister sur la nécessaire cristallisation de l'intérêt collectif à travers la coopération et la négociation. Le concept de *rareté sociétale*, proche de l'interprétation de Sen sur les capacités ou *capabilities* (Sen, 2001), est donc préféré à celui de rareté économique.

Une analyse de même nature est avancée pour la redéfinition du travail et de l'entreprise. Le travail n'est plus assimilé à un simple

facteur de production ou à une dépense de force de travail vendue sur un marché et rémunérée par un salaire. Il est identifié, dans l'approche de PEKEA, comme une capacité à contribuer à l'amélioration du bien-être d'une société concrète. La valeur travail cède donc le pas à la *valeur sociétale* du travail.

Le concept de *valeur sociétale* doit être précisément identifié dans la problématique propre à PEKEA, qui n'est évidemment pas celle d'une simple redéfinition, moins économique et plus sociale, de la notion comptable de valeur ajoutée. La *valeur sociétale* peut être définie à la fois comme les conditions et les implications d'un processus d'arbitrage permanent qui privilégie l'espace de la délibération collective et de la coopération pour créer de la valeur à partir des objectifs définis en commun selon des principes éthiques³. Il ne s'agit donc pas seulement de la détermination d'une valeur socialement nécessaire, ou bien d'un calcul de coût d'opportunité ou de maximisation d'utilité sous contrainte, comme l'enseignent les approches économiques hétérodoxes ou orthodoxes. Avec le concept de *valeur sociétale*, le propos consiste bien plutôt à rechercher une adéquation la plus cohérente possible entre, d'un côté, la nature, l'ampleur et la variété des besoins à satisfaire et, de l'autre, les choix d'investissement, la mobilisation des moyens de travail associés aux activités, la mise en œuvre des opérations de production et l'identification des termes de la répartition. En ce sens, la *valeur sociétale* articule différents leviers dont la convergence peut contribuer à faire reculer les limites de la *rareté sociétale*, c'est-à-dire les limites imposées aux capacités individuelles et collectives dans une société concrète.

Dans la même perspective, les entreprises deviennent des « communautés entreprenantes », où le travail s'effectue de manière coopérative « pour produire des ressources qui ont une valeur sociétale réelle pour une communauté plus large » (Humbert et alii, p. 954). À travers ces réécritures du contenu du travail et de l'entreprise, la *valeur sociétale* s'affirme donc comme un concept fédérateur dans l'interprétation de PEKEA. Elle constitue à la fois un étalon de mesure de la « vraie richesse » et le moyen d'évaluer comment l'activité productive peut contribuer à la création de cette ressource collective par le travail.

■ Une réflexion approfondie sur le concept de valeur sociétale fera l'objet d'une signature commune: « Généalogie de la valeur: du marginalisme à l'altermondialisme » (à paraître).

La valeur heuristique du concept de *valeur sociétale* apparaît indéniable, à condition cependant de ne pas oublier que les catégories de l'économie marchande conditionnent la valeur d'usage à la valeur d'échange et, partant, qu'un au-delà de l'économie marchande exige la résolution de

ce qu'il faut bien appeler la contradiction de la marchandise. Sauf à ne traduire qu'un contenu flou, à l'opposé des grands principes de recherche avancés par PEKEA, c'est bien à un système raisonné des besoins que fait référence ici la *valeur sociétale*, à une émancipation de la valeur d'usage hors du champ de réduction de la valeur d'échange.

Si l'autonomie de la valeur d'usage constitue la première condition d'existence d'une *valeur sociétale*, le caractère nécessairement pluriel de cette dernière s'affirme comme une condition supplémentaire. Celle-ci implique la convocation des autres formes de connaissance sur la société pour parvenir à composer avec la spécialisation et la parcellisation des savoirs, à l'image du cadre normatif imposé en économie par l'individualisme méthodologique.

En effet, les hypothèses avancées par la science économique ont pour corollaire un principe qui contribue à désocialiser, à désenchaîner les comportements économiques et à délimiter des types idéaux conformes à un calcul rationnel. On peut désigner ce principe comme « *l'hypothèse cachée de la séparabilité totale* », qui tend à isoler les phénomènes « [aussi bien] à l'intérieur du champ économique, qu'entre ce champ et les processus historiques, sociaux ou même naturels » (Castoriadis, 1986, p. 145). Produit de la division du travail imposée par la rationalité technique, et facteur de la réification de la raison, le principe de séparabilité disjoint les domaines de la connaissance et contribue à la formation de paradigmes désubstantialisés dont la théorie économique s'empare pour affirmer sa légitimité en qualité de physique de la société.

Les propositions de PEKEA s'emparent de ce principe de séparabilité pour en dénoncer les apories et pour encourager, à l'inverse, un rapprochement entre les formes de connaissance propres aux différentes sciences humaines et sociales. Une coopération pluridisciplinaire qui doit, en outre, s'enrichir par la participation au programme de recherche de représentants d'environnements sociétaux différents. Ces deux points sont fortement soulignés dans l'argument de PEKEA, y compris de manière opérationnelle : « Nous essaierons toujours d'organiser des équipes avec des collègues formés dans au moins deux disciplines et originaires d'au moins deux continents » (Humbert et alii, *ibid.*, p. 954).

Cet appel au dépassement des cloisonnements disciplinaires signifie non seulement une confrontation des points de vue autour des questionnements qui intéressent les sociétés concrètes, mais au-delà de cette première phase de la coopération, la constitution d'un savoir nouveau susceptible de forger ses propres concepts et grilles de lecture. L'objectif

■ Bibliographie

- Boyer, R., La théorie de la régulation : une analyse critique, Paris, La Découverte, 1986, p. 46.
- Castel, R. et Haroche, C., Propriété privée, propriété sociale, propriété de soi, Paris, Fayard, 2001.
- Castoriadis, C., Les carrefours du labyrinthe, tome II, Paris, Seuil, 1986.
- Fourquet, F., Richesses et puissance, une généalogie de la valeur, Paris, La Découverte, 1989.
- Guattari, F., Les trois écologies, Paris, Galilée, 1989.
- Hirschman, A., Vers une économie politique élargie, Paris, éd. de Minuit, 1986.
- Humbert, M., et alii, « Présentation et problématique générale de Pekea », in Économies et Sociétés, Hors série, n° 39, juin, 2003.
- Lordon, F., Et la vertu sauvera le Monde..., Après la débâcle financière, le salut par l'«éthique», Paris, Raison D'Agir, 2003.
- Marcuse, H., Culture et société, Paris, Éditions de Minuit, 1980.
- Orléans, A., Le pouvoir de la finance, Paris, Odile Jacob, 1999.
- Plihon, D., Le nouveau capitalisme, Paris, Flammarion, 2001.
- Polin, R., La création des valeurs, Paris, PUF, 1952.
- Rodota, S., La démocratie électronique, De nouveaux concepts et expériences poli-

ici est double. Il consiste, d'une part, à opposer à la théorie économique des constructions analytiques solides, fondées sur l'observation des sociétés et des économies réelles : « Appuyés sur une reconstruction rigoureuse du monde concret nous pourrions voir que le monde est tout à fait différent de sa représentation en termes d'économie de marché » (Humbert et alii, *ibid.*, p. 955). D'autre part, PEKEA entend diffuser les connaissances issues de son programme de recherche le plus largement possible et participer ainsi, partout dans le monde, à la lutte contre les errements de la « mauvaise économie », en soutenant l'organisation locale des activités.

L'intérêt porté par PEKEA aux différentes formes d'économie solidaire va dans ce sens. Ces expériences constituent, en effet, un laboratoire des idées et des pratiques qui permettent d'offrir des contenus nouveaux au travail, à l'entreprise et à l'échange et, plus généralement, de donner une orientation précise à la mise en valeur *sociétale* des activités humaines.

PEKEA et l'organisation

Peser sur l'opinion publique demeure un motif stratégique pour toute organisation. En agissant dans cette sphère, PEKEA entend mobiliser les membres concernés de la société civile partageant son projet de trouver un chemin vers un « meilleur futur pour notre planète et faire sortir l'humanité de la préhistoire » (site pekea.org). Sur cette première strate, l'espace public garantit une sorte d'éthique de la discussion dans un cadre légal qui permet à chacun de participer démocratiquement à la définition des buts collectifs, du niveau local au niveau global.

Cependant, cette recherche nécessaire de visibilité n'est pas suffisante pour établir l'originalité de PEKEA. Rappelons que cette

organisation ne situe pas son action directement sur le terrain des contre sommets du G7. Si les mouvements sociaux et les processus de « désaffiliation » (Castel et Haroche, 2001) retiennent son attention, ce n'est pas l'activisme qui mobilise ses forces. Mais alors quoi ? Sans doute, la question du pouvoir intellectuel. Après « l'intellectuel organique » gramscien, après « l'intellectuel spécifique » foucauldien, la figure de « l'intellectuel collectif » pourrait bien émerger. Tout l'intérêt de cette figure vise à établir un contre pouvoir à la montée de celui de l'expert qui privatise la relation au savoir en prétendant guider les décisions politiques des organismes, qu'ils soient nationaux ou bien internationaux.

Face à l'expertocratie, le pari de PEKEA, sur une seconde strate, demeure bien la construction d'un agencement collectif d'énonciation

qui n'est pas réductible à un groupement social ou professionnel. Cet agencement implique l'entrée de diverses catégories, objets techniques, flux matériels et énergétiques, supports d'inscription, entités incorporelles et idéalités. En effet, l'organisation ne peut se réduire à un « outil » de propagande ou d'écho. C'est avant tout un dispositif qui doit innover pour contrecarrer la menace wébérienne du phénomène bureaucratique.

S'il existe un effet multiplicateur des réseaux transnationaux, l'usage d'un espace public international passe avant tout, pour PEKEA, par des formes de travail coopératif qui peuvent surgir de l'emploi des médiations électroniques. Il ne s'agit pas d'évoquer, bien sûr, une quelconque « cyberdémocratie » mais d'expérimenter des dispositifs de légitimité liés au déploiement d'une « technopolitique citoyenne » (Rodota, 1999). Les capacités des réseaux informatiques (Internet, Web, ...) autorisent des activités mobilisant les supports informatiques compris comme médium pour la réalisation de tâches collectives. Modifier son environnement de travail, et donc de réflexion, par la mise en commun de documents électroniques (de bases de données, de bases de connaissances) et par l'échange de mécanismes partagés de traitement des connaissances permet de relier l'activité communicationnelle à la logique des supports de l'inscription pour construire une mémoire collective de l'activité des acteurs/auteurs de PEKEA. Partir en guerre contre l'inconséquence de

tiques, Rennes, éd. Apogée, 1999.

Samuelson, P.-A., *L'économique*, t.1, Paris, Amand Colin, 1977.

Sen, A., *Development as Freedom*, Oxford, Oxford University Press, 2001.

Simon, H.A., « From Substantive to Procedural Rationality », in S. J. Latsis (Ed.), in *Method and Appraisal in Economics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1976.

Van Parijs, P., et Arnspberger, C., *Éthique économique et sociale*, Paris, La Découverte, 2000.

Veltz, P., *Des lieux et des liens*, éd. de l'Aube, 2002.

PEKEA organise un séminaire international, à Rennes, du 12 au 14 décembre 2003.

Ce séminaire abordera quatre grands thèmes :

- La valeur sociétale
- La démocratie face à l'écocratie
- Les comportements individuels et collectifs
- Le futur commun possible

Les conférences plénières porteront sur la valeur sociétale.

Ce séminaire sera l'occasion de réunir la première Assemblée Générale de PEKEA. Il a également pour objectif de préparer le grand colloque international de PEKEA, qui se tiendra en Asie, à la fin de l'année 2004. Pour toute information, on peut se reporter au site de PEKEA: <http://www.pekea.org>

certaines institutions internationales (FMI), demander un renouveau institutionnel suppose qu'une première bataille soit gagnée: celle de l'organisation.

Pour cette raison, PEKEA doit accompagner sa croissance externe (nombre d'individus signataires) par une organisation interne modulaire et coopérative capable de créer et de renforcer l'habileté conceptuelle chez chacun. La reconstruction des procédures démocratiques dépend de critères de référence liés aux exigences des individus qui interviennent dans la vie collective et dans le fonctionnement du dispositif en mobilisant toujours davantage de médiations techniques. À côté d'une écologie verte et d'une écologie sociale, une écologie cognitive (Guattari, 1989) pourrait contribuer à distribuer, le long des réseaux numériques, un *continuum* du singulier et de l'universel, de l'individuel et du collectif.